

276 CAS ONT ÉTÉ RECENSÉS EN 2015

Enlèvements d'enfants : des chiffres
qui font peur

L'enlèvement du petit Amine, mercredi dernier à Dély-Ibrahim, met l'opinion publique face à une réalité atroce : en Algérie, la disparition des enfants est un phénomène présent, continu, contre lequel une vigilance de tout moment doit être requise pour éviter de rallonger la liste des victimes.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Une liste trop longue, à faire dresser les cheveux sur la tête tant elle renseigne sur l'ampleur du mal. Un bilan qui nous a été fourni par le président du réseau NADA, un ensemble d'associations luttant en coordination pour la défense des droits de l'enfant, indique que 278 victimes de rapt ont été recensées au cours de l'année 2015.

Le chiffre englobe trois sortes de situations. Ainsi, et selon la même source, 220 tentatives de kidnapping ont eu lieu durant cette période un peu partout à travers le territoire national.

Ici, le terme «tentative» implique que ces enfants ont été approchés par des ravisseurs et sauvés in extremis ou par des parents vigilants ou souvent par des citoyens alertés par cette situation anormale.

52 autres tentatives avortées ont été également recensées. Là, l'enfant victime a subi réellement un rapt, mais ils ont été cependant très vite retrouvés par les éléments des services de sécurité fortement mobilisés, nous dit-on, pour la lutte contre ce phénomène. En fait, tout semble se jouer sur la rapidité à alerter les forces de l'ordre et la célérité dans le déclenchement des recherches. Mais ce cas de figure n'est pas systématique. Car à ce triste bilan s'ajoute celui plus dramatique des enfants enlevés et jamais retrouvés. Six d'entre eux sont malheureusement dans ce cas. Parmi eux, Abderrahim Grine d'El-Eulma et Anes Berdjem de Mila enlevés durant le mois dernier ont été retrouvés morts...

Le petit Amine de Dély-Ibrahim reste, quant à lui, introuvable.

Il faut savoir que tous les enlève-

ments qui ont eu lieu un peu partout à travers le territoire national se sont déroulés selon des procédés pratiquement similaires et essentiellement axés sur la mise en confiance des petites victimes.

Et toutes les enquêtes révèlent l'implication de membres de la famille, des proches, des voisins ou amis à la famille. Selon le président du réseau NADA, ils utilisent les enfants pour faire pression sur les parents pour régler des différends ou des problèmes existants entre familles. A une échelle plus large, plus pernicieuse, se classent les réseaux de criminalité, nous apprend la même source, qui ont trouvé en la personne de l'enfant la victime idéale, la proie facile afin d'arriver à leur fin : l'argent.

L'enfant est enlevé, des demandes de rançon formulées et la suite est connue... Une suite généralement inévitable, tragique, car la victime est retrouvée morte, décédée après des actes de violence sexuelle systématiques.

Le réseau NADA affirme que toutes les enquêtes menées par les services de sécurité concluent que ces actes décelés sur le corps des



Photos : DR

Tous les enlèvements impliquent des membres de la famille.

victimés sont entrepris pour détourner les enquêteurs et tenter de les attirer vers une autre piste. «La situation est grave», affirme notre interlocuteur qui insiste sur la nécessité de mettre en place une véritable stratégie de prévention contre l'enlèvement des enfants auquel cas, le phénomène pourrait prendre davantage d'ampleur.

Cette prévention passe d'abord par les parents eux-mêmes appelés,

d'une part, à mettre en place une stratégie de sensibilisation et de prise en charge de l'enfant lequel ne doit en aucun cas être «livré» à lui-même après les heures d'école.

«Les parents doivent savoir que tout se joue dans les quartiers où doivent être mis en place des mécanismes de prévention seuls à même de déjouer toutes les tentatives d'enlèvement».

A. C.

AUGMENTATION DU TARIF DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

Khebri s'explique

A l'occasion de l'inauguration de la 6^e édition du Salon des énergies renouvelables, des énergies propres et du développement durable hier à Oran au niveau du Centre des Conventions, le ministre de l'Energie et des Mines a précisé à nouveau que l'augmentation du tarif de l'électricité et du gaz ne touchera pas les deux premières tranches sociales. «Ce sera à partir de la 3^e et 4^e tranche, les citoyens de basse consommation ne seront pas concernés», insiste-t-il.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Pour le ministre, actuellement, la tarification de l'électricité ne couvre pas 60% des coûts, ce qui a poussé, dit-il, l'Etat à assurer l'approvisionnement des filiales de Sonelgaz pour investir.

Sur un autre volet, le ministre a réitéré l'intention de l'Algérie à réduire la consommation du gaz et de l'essence. M. Salah Khebri dira dans ce contexte que l'Algérie importe 2 millions du complément en gaz et 1 million en essence. Quant aux projets de réalisation de deux raffineries à Tiaret et à Hassi Messaoud, chacune devra produire 5 millions de tonnes et seront livrées d'ici 2019-2020.

En attendant leur réception, le ministre dira, «nous procéderons à encourager l'utilisation du GPLC qui est d'une qualité propre avec un prix raisonnable de 9 DA. Ainsi, lorsqu'il y aura la nouvelle tarification concernant le diesel et l'essence, les gens se dirigeront vers le gaz de pétrole liquéfié carburant (GPLC)».

S'exprimant lors de l'ouverture du salon, le ministre dira qu'il s'inscrit

en droite ligne avec la politique énergétique nationale qui vise la valorisation des ressources nationales et la consolidation des développements du pays. «Il intervient également dans une conjoncture de mobilisation à l'échelle planétaire à la veille de la tenue de la 28^e conférence des parties COP prévues à Paris en décembre 2015 sur les changements climatiques et qui sera l'occasion pour tous les pays de présenter leur engagement de réduction des gaz à effet de serre à l'horizon 2030.»

Pour le ministre de l'Energie et des Mines, «la compétitivité de notre économie sera le seul garant pour une croissance équilibrée et durable

et permettra la rotation de nos ressources et de stimuler la production nationale en développant la fabrication de modules autovoltaïques, la création d'un réseau de sous-traitance nationale pour la fabrication des onduleurs, des transformateurs ainsi que d'autres équipements». Sans pour autant minimiser l'importance du cadre réglementaire, le ministre a mis l'accent sur la formation des ressources humaines impliquées dans la réalisation de la mise en œuvre du programme national du développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, qui constituent, dit-il, sans conteste un facteur clé de réussite.

A. B.

CAMPS DE RÉFUGIÉS SAHRAOIS À TINDOUF

La catastrophe humanitaire décrétée

Les camps de réfugiés sahraouis font actuellement face à une catastrophe humanitaire d'une ampleur telle que le Consortium des ONG a réagi en qualifiant la situation de «catastrophe humanitaire inédite».

D'autre part, et selon un bilan établi par le Croissant-Rouge sahraoui, la situation générée par des pluies torrentielles survenues au cours de la semaine dernière a porté au nombre de 11 441 le nombre de familles touchées par cette catastrophe.

Les habitations, maisons ou tentes où s'abritent communément les réfugiés sahraouis de Tindouf ont été complètement détruites par les pluies torrentielles «qui affectent les camps depuis le 16 octobre dernier. Les inondations de cette semaine sont d'une gravité inédite par leur ampleur», ajoute le communiqué du



Les pluies ont affecté 5 camps de réfugiés.

Consortium des ONG. Le fait est que les intempéries touchent tous les camps en même temps, affectant ainsi des centaines de familles qui se retrouvent sans lieu d'habitation et privées de tout effet en l'espace de quelques heures, ce qui pousse les victimes à se déplacer à la recherche d'aide et de nourriture compte tenu que les réserves alimentaires ont été détruites par les eaux qui ont inondé les régions touchées. Jusqu'à l'heure, aucun décès n'a été signalé, mais



Salah Khebri, ministre de l'Energie et des Mines.

CAMPS DE RÉFUGIÉS SAHRAOIS À TINDOUF

La catastrophe humanitaire décrétée

inondations, notamment dans les wilayas de Boudjedour, Smara et Aousserd.

Constatant l'ampleur des pertes d'habitations, des biens, il fait part de l'urgence de venir au secours des réfugiés afin de les protéger «du froid et de la famine surtout après la rupture de stock de nourriture».

L'accent a été notamment mis sur la nécessité de reconstituer des réserves alimentaires. Rappelons, d'autre part, qu'au cours de la semaine passée, le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) avait annoncé que ces pluies torrentielles avaient affecté cinq camps de réfugiés abritant quelque 90 000 personnes.

Le HCR ainsi que des ONG ont tenté de porter secours à près de 25 000 personnes, représentant 5 000 familles, mais un gros travail reste à faire. L'appel est ainsi lancé à toutes les instances humanitaires priées d'aider à endiguer la catastrophe humanitaire que subissent les réfugiés sahraouis.

A. C.